

Évolution de la politique internationale en matière d'approvisionnement depuis 1945

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **55 (1975)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-886797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Evolution de la politique internationale en matière d'approvisionnement depuis 1945

Les matières premières depuis la guerre de Corée

Cependant que la crise de l'énergie survenue en automne 1973 a braqué les projecteurs de l'actualité sur les prix pétroliers et la dépendance des pays industrialisés de cette source énergétique, un état de crise plus larvée aux yeux de l'opinion publique, plus nuancé et plus sournois, s'est développé dans le domaine des produits de base. On ignore souvent que dans ce secteur, le monde de l'OCDE importe seulement le cinquième de ses besoins des pays moins développés. Mais dans le cas de certains métaux comme le chrome, le cobalt, l'antimoine ou le manganèse, cette proportion dépasse les neuf dixièmes. A partir des rapports les plus récents de l'OCDE et du BIT, nous analysons ci-dessous les données les plus marquantes qui caractérisent et expliquent la situation présente.

Les deux flambées de hausse

Il y a eu deux périodes d'explosion généralisée des prix des matières premières industrielles : celle de la guerre de Corée en 1950-52, et celle de 1973-74 (voir graphiques A et B). La deuxième s'est amorcée à partir d'un niveau absolu pratiquement identique au premier, mais elle a été plus prononcée et plus longue. Dans l'intervalle, les prix des matières industrielles d'origine agricole sont restés sérieusement déprimés, mais de manière générale les prix des métaux se sont redressés à partir de 1963, accusant en courte période des fluctuations considérables.

La flambée des prix intervenue au moment de la guerre

de Corée a été à l'origine d'un vaste programme de prospection minérale, d'une expansion considérable des capacités intéressant toute la gamme des matières premières industrielles et d'une accélération marquée des investissements dans la fabrication de produits de remplacement artificiels ou synthétiques. En Amérique du Nord, ces investissements ont atteint leur maximum en 1957 ; puis, après un recul substantiel des investissements dans les industries extractives et de première transformation, un redressement progressif s'est amorcé à partir du milieu des années 60, mais ce n'est qu'en 1973-74 que le maximum de 1957 a été de nouveau atteint. Les données dont on dispose pour les autres régions ne permettent pas de procéder à une évaluation globale des tendances de l'investissement, mais il semble que l'acalmie des dernières années 50 et des premières années 60 ait été un phénomène mondial.

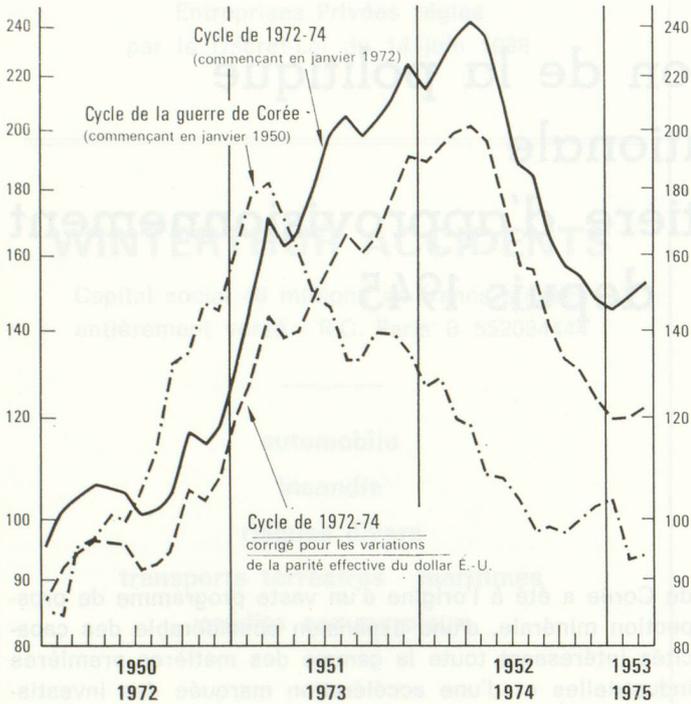
L'accroissement rapide des stocks de produits stratégiques aux Etats-Unis (la valeur des stocks à constituer obligatoirement étant passée de 836 millions de dollars pour l'exercice 1949 à 4 793 millions pour l'exercice 1953) devait donner une très forte impulsion aux marchés après que la vague de spéculation se fut éteinte. Souffrants de pénuries persistantes, et poussés par la rareté des disponibilités en dollars, le Royaume-Uni et la France entreprirent également d'importants efforts d'investissement dans le Commonwealth et dans la zone Franc.

La longue période d'offre excédentaire amorcée en 1958 s'explique par une conjugaison de facteurs. La stagnation prolongée de l'économie nord-américaine et la croissance inégale en Europe occidentale ont eu pour effet de déprimer la demande. Du côté de l'offre, c'est à cette époque également que commencèrent à fonctionner les importantes capacités dont la création avait été suscitée à la

GRAPHIQUE A

INDICE DE "L'ÉCONOMIST"
DES PRIX DE MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES
1970 = 100

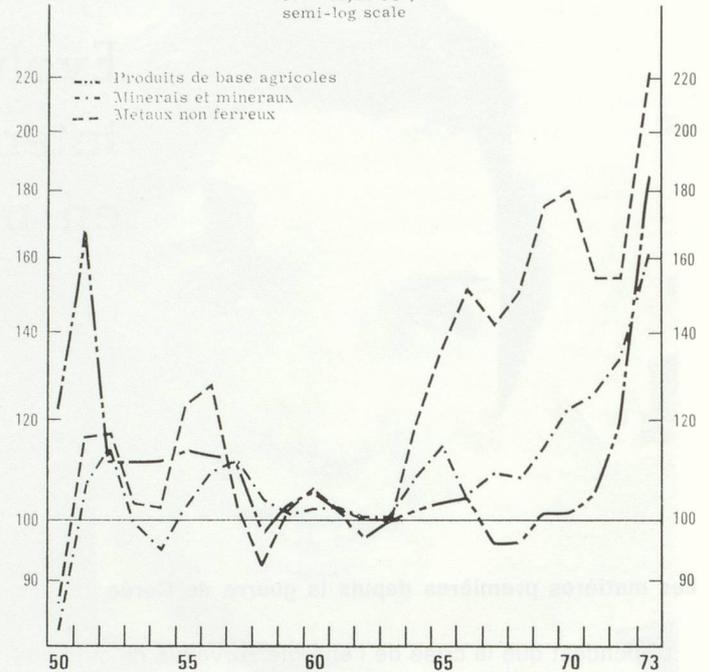
INDICE DE L' "ECONOMIST"
DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES
1970 = 100



GRAPHIQUE B

VALEURS UNITAIRES A L'EXPORTATION
1963=100, in US \$
semi-log scale

VALEURS UNITAIRES A L'EXPORTATION
1963=100, in US \$
semi-log scale



UNE DONNÉE NOUVELLE : LES GISEMENTS SOUS-MARINS

Si l'exploitation des gisements sous-marins de produits de base (hormis le pétrole) n'a pas progressé au rythme que beaucoup prévoyaient à la fin des années soixante, cela tient davantage à des considérations juridiques qu'aux difficultés économiques et techniques d'une telle entreprise. En effet, le droit maritime en est encore au stade de son élaboration au sein des Nations-Unies ce qui justifie les hésitations dont font encore preuve les investisseurs pour les opérations situées à l'extérieur du plateau continental. Il semble que les difficultés rencontrées dans la mise au point du droit maritime international soient dues en partie aux craintes de certains pays de voir leur échapper une position prédominante sur le plan d'un ou de plusieurs produits de base dans l'hypothèse où l'exploitation de gisements sous-marins serait entreprise sur une vaste échelle.

Il s'avère d'ores et déjà que cette exploitation pourrait être rentable. Le coût moyen du cuivre extrait des mines souterraines est de l'ordre de 0,30 dollar la livre. Suite aux découvertes et aux progrès récents, ce métal peut être extrait de l'océan pour moins de 0,15 dollar la livre. Il en est de même pour le nickel ou le cobalt dont les coûts de production seraient près de cinq fois moins élevés que lorsqu'ils sont extraits de gisements continentaux. En outre, le capital à risquer pour la mise en valeur des gîtes marins paraît être bien

inférieur à celui qu'exige une exploitation sur (ou sous) terre.

Si de telles estimations devaient être corroborées par l'expérience, l'exploitation des fonds marins pourrait bien, au cours des dix prochaines années, constituer l'amorce d'un renversement total de la situation et une menace directe contre les pays actuellement producteurs de nickel, de manganèse, de cobalt et de cuivre.

Les quelques exploitations qui existent actuellement sur le plateau continental se limitent à l'exploitation de gisements marins de sable et de gravier, de carbonate de calcium et de sable contenant de l'étain ou du fer. Pour l'heure, la barite et le soufre sont les seules ressources à être effectivement extraites de roches dures au fond des mers.

L'une des entreprises les plus actives dans le secteur de la mise en valeur des ressources sous-marines, la Deepsea Venture Inc., a annoncé qu'elle envisageait d'expérimenter son équipement à des profondeurs de 12 000 à 16 000 pieds, où il semble que se situent de très riches gisements de manganèse. D'autre part, les États-Unis aussi bien que l'Union soviétique étudient actuellement l'exploitation des gisements marins. Les deux super-puissances sont d'ailleurs convenues d'entreprendre en commun des expériences de forage sous-marin.

flambée des prix correspondant à la guerre de Corée. En outre, l'abondance des approvisionnements en pétrole bon marché provoquait un essor de l'offre de produits synthétiques (1).

Dans ces conditions, le redressement de l'économie nord-américaine après 1962, accompagné d'une croissance soutenue dans la plupart des autres pays de l'OCDE, ne devait rencontrer aucun blocage tenant aux approvisionnements. Les investissements dans les industries de produits de base se caractérisent alors par une certaine hésitation, alors même que des signes traduisant des insuffisances de capacité apparaissaient dès le milieu des années 60, en ce qui concerne plusieurs métaux non ferreux.

La flambée des prix de 1973-74

Le prélude à la flambée des prix de base de 1973-1974 s'est joué en dehors du secteur des matières premières industrielles. L'accord pétrolier intervenu à Téhéran en 1971, qui devait avoir pour effet d'augmenter le prélèvement gouvernemental de moitié en une année, fut le premier signe annonçant la fin de la période des approvisionnements énergétiques à bon marché. La médiocrité des récoltes de 1972 provoqua une hausse spectaculaire des cours mondiaux des produits alimentaires, avec des répercussions immédiates sur les coûts salariaux. La crise monétaire internationale devait aussi jouer un rôle dans cette évolution.

Il reste que le facteur déterminant de l'envolée des prix des matières premières a été la très forte expansion de la demande dans les pays industriels. Au sommet même de la courbe, en 1973, le taux d'utilisation globale des capacités restait inférieur à ceux que l'on avait observés pendant les périodes correspondantes de 1968-69 ou 1965-66. Mais la rapidité de l'expansion, notamment entre les premiers mois de 1972 et le milieu de 1973 fut sans précédent, ce qui s'explique dans une large mesure par le synchronisme exceptionnel des cycles conjoncturels nationaux. En outre, les écarts entre les taux d'utilisation des capacités d'une branche d'activité à l'autre étaient devenus exceptionnellement prononcés. Au troisième trimestre de 1973, qui devait marquer le sommet de la courbe, le taux d'utilisation des capacités dans les « grandes industries de base » s'établissait à 93,5 %, contre 79,7 % aux « stades avancés de la transformation ». Lors des précédents sommets, au quatrième trimestre de 1969 et en 1966, ces taux s'étaient établis à 90,7 et 80,2 % et à 92,1 et 91,8 % respectivement.

La rapidité avec laquelle la pression de la demande globale s'est accrue, n'aurait peut-être pas suffi, à elle seule, à déclencher ces graves pénuries qui devaient conduire à une explosion des prix d'une ampleur telle

(1) Entre 1962 et 1972 le prix à l'exportation des fibres de nylon au Japon est tombé de 3 dollars le kg à 1,37 dollar, celui des fibres de polyester de 3,68 à 1,62 dollar et celui des matières acryliques de 1,76 à 0,78 dollar. Dans le même temps, les exportations mondiales de fibres non cellulosiques, concurrentes les plus directes de la laine, décuplaient.

que celle que l'on a observée. Celle-ci a été due à l'interaction de quatre facteurs :

- le manque d'élasticité des approvisionnements en matières premières agricoles ;
- le niveau anormalement bas des stocks des utilisateurs ;
- les fortes anticipations inflationnistes ;
- et, en fin de compte, la poussée des coûts provoqués par le triplement du prix du pétrole.

Les insuffisances et les prix excessivement élevés des denrées alimentaires de base ont entravé la réaction de l'offre de matières premières agricoles (le caoutchouc excepté) à la hausse des prix. Entre 1971 et 1973, le volume des exportations mondiales de matières agricoles est resté stationnaire, alors que les prix montaient de 75 %.

La baisse régulière du niveau des stocks des utilisateurs de matières premières par rapport aux ventes et à la production a été l'une des grandes tendances observées au cours de la période qui a suivi la guerre de Corée. Elle s'explique par l'amélioration permanente des techniques de gestion des stocks, la régularité et la vitesse accrues des transports et, par-dessus tout, le sentiment général que les prix resteraient stationnaires ou diminueraient même en termes réels (voir tableau 1).

TABLEAU 1

Stocks de certaines matières premières industrielles en pourcentage de la consommation mondiale tendancielle

Produit	1966	1970	1972	1973
Laine	20	22	20	15
Coton	52	36	40	41
Jute	19	14	16	19
Caoutchouc synthétique	21	25	22	22
Caoutchouc naturel	44	48	46	45
Cuivre	12	12	12	8
Plomb	8	10	9	6
Zinc	9	10	7	5

Sources : World Metal Statistics; FAO Commodity Review and Outlook; Monthly Bulletin of International Lead and Zinc Study Group; Commonwealth Secretariat, Wool Statistics.

La généralisation des anticipations inflationnistes a engendré un processus qui s'est alimenté de lui-même. Dès que les principaux produits de base eurent amorcé une tendance fermement ascendante, la pratique des achats par anticipation, comme parade à l'inflation, s'est étendue à la quasi-totalité des produits de base. La ruée sur les approvisionnements qui en est résultée a eu pour effet d'aggraver les pénuries, ou d'en créer de nouvelles, et d'accélérer la hausse des prix. Ce phénomène s'est trouvé facilité par une aisance monétaire généralisée. Les prix des produits finis ont accusé des augmentations rapides, précédant même dans quelques pays la hausse effective des prix des facteurs de production. Agissant en retour sur les prix des investissements et des produits de première nécessité, cette évolution a conduit

à une élévation générale des coûts des industries productrices de matières premières.

La menace de pénuries physiques de pétrole et le relèvement considérable du prix de ce produit sont venus ajouter une impulsion supplémentaire à l'inflation par les coûts. Les effets sur les prix des produits à forte intensité énergétique ainsi que des produits de la pétrochimie (1) étant facilement prévisibles, cela n'a fait qu'accroître les anticipations inflationnistes et les achats de précaution.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'effet global de ces diverses évolutions sur la structure des coûts des industries de matières premières. Certains indicateurs du coût des biens d'équipement, des produits alimentaires de base importés et des principaux facteurs de production (voir tableau 2) font apparaître des hausses considérables mais très diversifiées. Les entreprises les plus sérieusement touchées semblent avoir été celles qui opèrent avec une forte intensité capitaliste et énergétique et celles qui emploient une main-d'œuvre abondante à bas salaire (où les salaires nominaux suivent l'évolution des prix des produits alimentaires de première nécessité).

TABLEAU 2

Indicateurs des principaux éléments de coûts se rapportant à la production de matières premières industrielles

(Sur la base du dollar des États-Unis, Janvier 1975, Janvier 1970 = 100)

Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés	176
Indice des prix à l'exportation des machines et autres matériels, Allemagne	209
Acier (barres marchandes)	185
Pétrole brut (caf) (Arabe léger, 340)	451
Riz (Thaïlande, fob, Bangkok)	255
Blé (États-Unis, Kansas City)	286
Fret (Indice des navires de ligne, Hambourg)	180

L'envolée des prix des produits de base de 1973-74 a montré l'incapacité des économies industrielles à s'adapter à un accroissement rapide de la demande en période d'instabilité internationale. L'absence de stocks adéquats et de marges suffisantes de capacité inutilisée, ainsi que divers déséquilibres d'ordre structurel, ont diminué la résistance des économies de l'OCDE aux chocs d'origine exogène, et les effets de ces chocs sont rapidement devenus endogènes. En fin de compte, le caractère extrême des réactions des prix et de la formation de stocks ont accentué le renversement du cycle conjoncturel et la récession qui a suivi.

(1) Ainsi, les coûts de production de divers caoutchoucs synthétiques ont accusé des hausses allant de 70 à 220 %.

Perspectives d'évolution des prix et des investissements

Le renversement des prix des matières premières industrielles a suivi celui de la demande industrielle finale avec un décalage considérable dans le temps. Entre le printemps de 1974 et les premiers mois de 1975, la baisse a été brutale, ramenant les prix nominaux des matières premières industrielles à leurs niveaux du début de 1973. Néanmoins, par rapport à la tendance de la production industrielle de la zone de l'OCDE, la baisse des prix paraît avoir été relativement faible. La hausse des coûts de production a conduit à la fermeture d'unités marginales et, de façon générale, à une réduction de la production chaque fois que cela pouvait se faire dans des conditions économiques (1). On a aussi observé une accumulation rapide des stocks de producteurs, notamment dans les industries où la production se caractérise par une très faible élasticité à court terme. Pour ces deux raisons, le volume des ventes paraît avoir baissé beaucoup plus que ne le donne à penser la baisse des prix.

La situation actuelle est très instable. La demande finale de certaines matières premières industrielles pourrait encore diminuer dans les mois à venir. Il est impossible de dire dans quelle mesure ce mouvement sera contrebalancé par de nouvelles réductions dans la production et les approvisionnements. S'il apparaissait que ces réductions arrivaient à stabiliser les prix, les utilisateurs industriels cesseraient peut-être de liquider leurs stocks, d'autant que les prix sont déjà très faibles par rapport aux coûts de production. Cette évolution pourrait être renforcée par les incertitudes monétaires et politiques au niveau international. Toutefois, même dans ce cas, les perspectives d'évolution des recettes des producteurs resteraient peu favorables. S'il devait y avoir une liquidation forcée des stocks, aucun produit de base commercialisé sur le marché libre ne pourrait échapper à un effondrement des cours.

D'un autre côté, la forte réduction de la demande a mis à mal le système des contrats, notamment des contrats prévoyant des quantités et des prix fixes. On peut citer comme exemple important à cet égard la renégociation des contrats d'approvisionnement du Japon pour les minerais de cuivre concentrés. Dans les cas où les contrats prévoyaient un prix fixe mais aucune garantie concernant les enlèvements, la réduction des livraisons a parfois été considérable.

Les perspectives d'évolution des investissements productifs sont conditionnées par trois grands facteurs :

- les perspectives d'évolution de la demande à long terme ;
- les conditions financières ;
- les risques politiques et économiques.

Il est généralement admis que les décisions d'investissement des producteurs de matières premières industrielles ne sont pas directement influencées par la situation courante de la demande et des prix. Toutefois, étant

(1) Ainsi, la production de cuivre en Zambie a été réorientée vers les minerais à plus faible teneur.

donné le degré sans précédent de sous-utilisation des capacités dans les pays de l'OCDE, et le fait que même un redressement soutenu laisserait probablement subsister une grande marge de ressources inutilisées pendant un certain temps, la mise en œuvre des programmes d'investissements existants ne peut manquer d'être affectée.

Plus important encore, le produit disponible des producteurs et le rendement réel des investissements sont maintenant soumis à de fortes pressions. Les coûts de production ont vivement augmenté et la tendance des recettes s'est inversée sous l'effet de la baisse des ventes et des prix. Les stocks croissants des producteurs ainsi que la hausse des coûts de remplacement des équipements ont encore accru la charge des coûts. Dans ces conditions, il serait nécessaire que les prix et le volume des ventes augmentent dans des proportions substantielles pour assurer la rentabilité d'importantes extensions de capacité.

Enfin, les incertitudes politiques qui règnent dans beaucoup de pays en développement font que les sociétés multinationales hésitent à s'engager dans de nouvelles entreprises de grandes dimensions. Les incertitudes concernant la fiscalité et d'autres actions gouvernementales ajoutent un élément de risque aux investissements dans les matières premières industrielles, même dans certains pays développés.

Il n'est donc pas surprenant de voir apparaître des indices de plus en plus nombreux traduisant une réduction à l'échelle mondiale des installations existantes et l'ajournement ou l'annulation de nouvelles entreprises, notamment dans les pays en développement. Pendant les trois dernières années, 80 % des dépenses effectuées à l'exploration minière (en dehors des pays socialistes) par les sociétés l'ont été en Australie, au Canada, en Afrique du Sud et aux Etats-Unis.

COMMUNIQUE PAR L'O.C.D.E.

Schindler
 ...une position
 incontestée dans le domaine
 du transport vertical

RCS SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU GROUPE SCHINDLER
 1, RUE DEWOITINE 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY - TÉL. (1) 946 96 75